



DIE SPITÄLER DER SCHWEIZ
LES HÔPITAUX DE SUISSE
GLI OSPEDALI SVIZZERI

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la santé publique OFSP
Unité de direction Assurance maladie et accidents
Division Tarifs et bases
Schwarzenburgstrasse 157
3003 Berne

Par e-mail: tarife-grundlagen@bag.admin.ch et gever@bag.admin.ch

Lieu, date	Berne, le 14 août 2020	N° direct	031 335 11 21
Interlocutrice	Isabelle Praplan-Rudaz	E-mail	isabelle.praplan@hplus.ch

**Modification de l'ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal ; RS 832.102)
en raison de la révision partielle du 21 juin 2019 de la loi fédérale sur l'assurance-maladie
«Renforcement de la qualité et de l'économicité» (LAMal; SR 832.10):
Prise de position de H+**

Monsieur le conseiller fédéral Alain Berset,
Madame, Monsieur,

Merci de nous avoir invités à nous prononcer dans le cadre de la consultation relative à la modification de l'OAMal «Renforcement de la qualité et de l'économicité» du 6 mars 2020.

H+ Les Hôpitaux de Suisse est l'association nationale des hôpitaux, cliniques et institutions de soins publics et privés. Elle regroupe, en tant que membres actifs, 220 hôpitaux, cliniques et établissements médico-sociaux répartis sur 370 sites et plus de 160 associations, administrations, institutions, entreprises et particuliers avec statut de membres partenaires. A travers ses institutions membres, H+ représente plus de 200'000 personnes actives.

Il est incompréhensible que la validité de l'ordonnance se limite aux hôpitaux, cliniques et institutions de soins. Le projet ne donne pas la priorité à la qualité des prestations. En témoigne le fait que les prescriptions prévues ne valent que pour les hôpitaux. Les centres de santé, les cabinets de spécialistes ou les professionnels de la santé exerçant à titre indépendant ne sont pas soumis aux dispositions sur la qualité. Sachant que l'ambulatoire gagne rapidement du terrain et que les soins intégrés sont encouragés, une égalité de traitement est impérative et va dans le sens du bien des patient-e-s.

H+ rejette la révision de l'OAMal «Renforcement de la qualité et de l'économicité» dans la forme présentée et demande qu'elle soit retravaillée.

La modification de l'OAMal comprend des dispositions relatives aux principes du développement de la qualité (art. 77 nOAMal) et aux conventions de qualité (art. 77a nOAMal) qui peuvent être supprimées sans autre, car les dispositions de la LAMal sont claires et suffisantes pour la mise en œuvre. En outre, le niveau de détail des contenus entrave par trop l'élaboration des conventions de qualité par les associations de fournisseurs de prestations et d'assureurs (art. 58a nLAMal) et donc la liberté contractuelle.

La composition de la Commission fédérale pour la qualité (art. 77b) suscite également une grande incompréhension. Du point de vue de H+, il est inacceptable que les hôpitaux et les cliniques se voient attribuer un seul siège alors que les cantons et les assureurs auront droit chacun à deux sièges. Ni les représentants des cantons, ni ceux des assureurs ne disposent des connaissances et des références à la pratique leur permettant d'examiner si les indicateurs et les programmes qualité sont réalisables et de juger de l'économicité. Ce sont les hôpitaux et les cliniques avant tout qui disposent de telles compétences.

La Commission fédérale pour la qualité devrait être un organe technique et pas une construction politique dominée par des intérêts particuliers. Les membres de la commission doivent impérativement disposer de connaissances pratiques pour être à même d'évaluer définitivement l'utilité réelle et l'application des mesures au quotidien. Il est indispensable que les hôpitaux disposent de quatre membres, afin que les domaines spécialisés et les différentes structures hospitalières soient représentés.

La réglementation des aides financières (art. 77e al. 1 à 3) est trop détaillée, en comparaison avec le processus d'attribution des indemnités et de gestion des listes de priorité pour les indemnités et les aides financières (art. 77g). Il est en revanche pour le moins surprenant que le financement des organisations existantes du secteur de la qualité et de la sécurité des patients ainsi que de l'application des conventions de qualité ne soit pas réglementé. Il n'est pas acceptable qu'avec l'art 58 LAMal révisé et la présente modification de l'OAMal, des organisations qui fonctionnent depuis de nombreuses années sous l'égide de divers acteurs voient leur existence menacée et que la réalisation de programmes et de mesures soit remise en cause. Des changements doivent absolument être apportés au projet.

Pour ce qui concerne la transmission de données (art. 30b al.1 let a) et leur utilisation dans le cadre du développement de la qualité, H+ exige la preuve que les dispositions sont harmonisées avec d'autres lois fédérales (LAMal, LPD, CP). Les fournisseurs de prestations doivent pouvoir travailler – de manière efficiente et sans s'exposer à des conséquences pénales – à la garantie, au contrôle et au développement de la qualité en recourant à des instruments reconnus tels que les Peer Reviews, les audits, les revues de mortalité/morbidité et les certifications (cf. prise de position de l'Alliance Peer Review CH «Le développement de la qualité requiert un cadre légal»¹). En outre, il convient de mentionner que les données hospitalières et personnelles ne doivent pas être accumulées et que la livraison et le transfert de données individuelles non-anonymisées ne sont pas autorisés.

Dans le cadre de la livraison des données (art 77c nOAMal), les fournisseurs de prestations ont l'obligation de transmettre les données de manière exacte, dans les délais impartis et à leur frais. Le type de données et le degré de détail ne sont pas précisés. De telles exigences non spécifiques représentent pour les fournisseurs de prestations un important travail supplémentaire qui n'est pas indemnisé. Nous ne pouvons en aucun cas soutenir ces exigences.

Il est par ailleurs troublant, voire là encore incompréhensible, que le projet de renforcement de la qualité et de l'économicité et le projet relatif aux critères de planification et de détermination des tarifs – dans lesquels les critères d'évaluation de la qualité et de l'économicité jouent un rôle essentiel – soient mis en consultation séparément et à des périodes décalées, respectivement avec des délais de réponse différents.

¹ Deutsch: Positionspapier «Qualitätsentwicklung braucht rechtliche Rahmenbedingungen»
https://www.hplus.ch/fileadmin/hplus.ch/public/Politik/Position/20200630_Positionierung_Qualitaetsentwicklung_Gesetzlicher_Rahmen_V1.0_D.pdf

Français: Prise de position «Le développement de la qualité requiert un cadre légal»
https://www.hplus.ch/fileadmin/hplus.ch/public/Politik/Position/20200630_Positionierung_Qualitaetsentwicklung_Gesetzlicher_Rahmen_V1.0_F.pdf

Les interdépendances entre les deux révisions de l'OAMal doivent être examinées d'urgence. Les objectifs de la révision de l'OAMal I et ceux de la révision de l'OAMal II sont contradictoires. La révision I entraîne une forte réduction de la rémunération des hôpitaux alors que la révision II exige dans le même temps une amélioration de la qualité, la réalisation de collectes supplémentaires de données et les actions qui en découlent. Dans ce contexte, nous renvoyons en outre aux directives du Conseil fédéral concernant l'analyse d'impact de la réglementation applicable aux projets législatifs de la Confédération (directives AIR) (voir la prise de position sur la révision I de l'OAMal).

Vous trouverez nos remarques générales, réserves et propositions de modification dans le formulaire de réponse en annexe.

Nous vous remercions de tenir compte de nos demandes et nous tenons volontiers à votre disposition pour tous renseignements complémentaires.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseil fédéral, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées



Anne Bütikofer
Directrice

Annexe:

- Formulaire officiel de réponse avec les commentaires de H+ par article